



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES ET SERVICES

Personne publique :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON**

**CENTRE ADMINISTRATIF ANDRE BENECH
191, Avenue du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

N° Affaire : 25A0245

**Objet de la consultation : FOURNITURE DE LAIT INFANTILE ET COMPLEMENT DE NUTRITION
ENTERALE POUR LES ETABLISSEMENTS DU GHT EST HERAULT ET SUD AVEYRON**

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Procédure adaptée en application des articles L.2120-1 2°, L. 2123-1, R. 2123-1, R 2123-4 à 6 et R. 2131-12 du code de la commande publique

Date et heure limites de remise des offres : 12 12 2025 A 14H00

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2874227&orgAcronyme=x7c>

**DEPOT DES OFFRES EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME
DES ACHATS DE L'ETAT (PLACE) A L'ADRESSE SUIVANTE :**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	ARTICLE PREMIER - ETENDUE ET OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 -	DUREE DU MARCHÉ PUBLIC	3
2 - 1 -	DUREE DU MARCHÉ PUBLIC	3
2 - 2 -	RECONDUCTION	3
ARTICLE 3 -	DECOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC	3
3 - 1 -	TRANCHES	3
3 - 2 -	LOTS	3
3 - 3 -	PHASES	4
ARTICLE 4 -	PROCEDURE	4
4 - 1 -	TYPE DE PROCEDURE	4
4 - 2 -	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
4 - 3 -	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
4 - 4 -	MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE	5
4 - 5 -	MODIFICATIONS DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
4 - 6 -	COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CHARGES	5
4 - 7 -	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	5
4 - 8 -	UNITE MONETAIRE	5
4 - 9 -	MODE DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT	5
ARTICLE 5 -	ESSAIS VISITES ET DEMONSTRATIONS	6
5 - 1 -	ESSAIS OU DEMONSTRATIONS	6
5 - 2 -	DEROULEMENT DES ESSAIS OU DEMONSTRATIONS	6
5 - 3 -	FIN DES ESSAIS OU DEMONSTRATIONS	6
5 - 4 -	VISITE DES LOCAUX	7
ARTICLE 6 -	MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES	7
6 - 1 -	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS	7
6 - 2 -	DISPOSITIONS RELATIVES AUX GROUPEMENTS	7
6 - 3 -	PRESENTATION DES PLIS	7
6 - 4 -	CONTENU DES PLIS	7
6 - 5 -	ENVOI ET RECEPTION DES PLIS	9
ARTICLE 7 -	VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	10
ARTICLE 8 -	EXAMEN, ANALYSE ET CLASSEMENT DES OFFRES	11
ARTICLE 9 -	VARIANTES	14
9 - 1 -	VARIANTES A L'INITIATIVE DES SOUMISSIONNAIRES (VARIANTES LIBRES)	14
9 - 2 -	VARIANTES A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR (PSE OBLIGATOIRES OU FACULTATIVES OU SOLUTIONS ALTERNATIVES)	14
ARTICLE 10 -	NEGOCIATION	14
ARTICLE 11 -	ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC	15
ARTICLE 12 -	NOTIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC	15
ARTICLE 13 -	RECOURS CONTENTIEUX	15
13 - 1 -	INSTANCES CHARGEES DES PROCEDURES DE RECOURS CONTENTIEUX	15
13 - 2 -	INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX	16

ARTICLE 1 - ARTICLE PREMIER - ETENDUE ET OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché porte sur les fournitures suivantes :

FOURNITURE DE LAIT INFANTILE ET COMPLEMENT DE NUTRITION ENTERALE POUR LES ETABLISSEMENTS DU GHT EST HERAULT ET SUD AVEYRON

Pour les établissements suivants :

- CHU de Montpellier
- Hôpitaux du Bassin de Thau
- CH de Millau
- CH de St Affrique

La consultation aboutira à un

- ☐ Accord cadre à bons de commande
- ☐ Avec montant maximum par lot fixé à l'article 1.2 du CCP

Les références à la nomenclature européenne (CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes :
15511000-3 : laits

Les références au code nomenclature du CHU applicables sont les suivantes :

10.15 : Aliments adaptés à l'enfant et produits diététiques sans fin médicale

ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE PUBLIC

2 - 1 - Durée du marché public

Les présents marchés seront conclus pour une durée de 12 mois à compter de la date de leur notification.

2 - 2 - Reconduction

Le marché est-il reconductible ?

☒ Oui ☐ Non

Le marché public sera renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de 4 ans (période ferme comprise).

En cas de non reconduction, le titulaire du marché ou de l'accord-cadre à bons de commande sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

ARTICLE 3 - DECOMPOSITION DU MARCHE PUBLIC

3 - 1 - Tranches

Il est prévu une décomposition en tranches :

☐ Oui ☒ Non

3 - 2 - Lots

Il est prévu une décomposition en lots

☒ Oui ☐ Non

Les lots sont décrits au CCP.

Le lot 6 est en multi attribution : le nombre maximal de candidats retenus sera de 2 avec un tour de lait organisé comme suit :

- Le candidat classé en première position sera le premier à débiter le tour de lait pour une durée de 6 mois
- Le fournisseur classé en seconde position prendra son tour de lait à la fin des 6 mois d'exécution du tour du premier tour

Cette organisation est valable pour la durée totale du marché.

Le lot 7 est en multi attribution : le nombre maximal de candidats retenus sera de 4 avec un tour de lait organisé comme suit :

- Le candidat classé en première position sera le premier du tour de lait. La durée du tour de lait sera de 3 mois (12 mois / 4 fournisseurs = 3 mois) ;
- Le fournisseur classé en seconde position prendra son tour de lait à la fin des 3 mois d'exécution du tour du premier.
- Le fournisseur classé en troisième position prendra son tour de lait à la fin des 3 mois d'exécution du second candidat.
- Enfin le fournisseur classé en quatrième position prendra son tour de lait à la fin des 3 mois d'exécution du troisième candidat.
- **Cette organisation est valable pour la durée totale du marché.**

Le lot 8 est en multi attribution : le nombre maximal de candidats retenus sera de 3 avec un tour de lait organisé comme suit :

- Le fournisseur classé en première position sera le premier à débiter le tour de lait. La durée du tour de lait sera de 4 mois (12 mois / 3 fournisseurs = 4 mois) ;
- Le fournisseur classé en seconde position débiter le tour de lait à la fin des 4 mois échus.
- Puis le fournisseur classé en troisième position débiter le tour de lait à la suite.
- **Cette organisation est valable pour la durée totale du marché.**

3 - 3 - Phases

Il est prévu une décomposition en phases :

☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 4 - PROCEDURE

4 - 1 - Type de procédure

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Procédure adaptée, passée en application des articles L.2120-1 2°, L. 2123-1, R. 2123-1, R 2123-4 à 6 et R. 2131-12 du code de la commande publique.

4 - 2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de 6 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions sur la page de garde du présent règlement.

4 - 3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- l'acte d'engagement et ses annexes :

« Bordereau de prix »

« Liste des ordonnateurs et comptables assignataires du GHT »

- le Règlement de la Consultation et ses 4 annexes :

- Estimation des besoins annuels – documents obligatoires à fournir – tour de lait - échantillons à fournir
- Modalités d'obtention du dossier de consultation et de remise de l'enveloppe de candidature et offre par voie dématérialisée
- Note relative à la dématérialisation des factures
- Documents et attestations à fournir par le candidat attributaire.

- le cahier des clauses particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et ses 2 annexes :

- Annexe 1 : développement durable
- Annexe 2 : cadre de réponse

- les formulaires "Lettre de candidature - désignation du mandataire par ses co-traitants", "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement", "Déclaration de sous-traitance".

4 - 4 - Modalités d'obtention du dossier de consultation par voie électronique

Se reporter à l'annexe relative à la dématérialisation des procédures.

4 - 5 - Modifications de détail du dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours ouvrables avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4 - 6 - Compléments à apporter au cahier des charges

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au cahier des charges.

4 - 7 - Renseignements complémentaires

Les candidats pourront, jusqu'à 10 jours ouvrables maximum avant la date de remise des plis, adresser leurs demandes de renseignements complémentaires concernant la consultation sur la plateforme Place à l'adresse indiquée en page de garde du présent document.

4 - 8 - Unité monétaire

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché public dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

4 - 9 - Mode de financement et de règlement

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Le financement sera basé sur le budget de chaque établissement membre du GHT.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le paiement interviendra dans un délai maximum de 50 jours

5 - 1 - Essais

Sans objet

Dans le cadre de la présente consultation, pour le lot 6 , l'acheteur appréciera les offres à partir des :

☒ **Echantillon** (élément qui sert à évaluer un produit.)

Pour le lot 6 : les candidats devront présenter un échantillon de produit conforme à celui proposé dans le dossier d'offre.

Modalités de remise des échantillons

En application de l'article R.2132-12 6° du code de la commande publique, l'acheteur accepte la remise d'échantillon matériel dans le délai de remise des offres.

L'échantillon sera envoyé à l'attention de Sissia CUISSET LOBJOIS à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Direction des Achats et des Approvisionnements
1 place Jean Baumel
Centre Bellevue
34295 MONTPELLIER Cedex 5

Il devra parvenir à cette adresse avant la date limite de réception figurant sur la première page du présent document des offres et devra avoir été remis en main propre contre récépissé, ou s'il est adressé par la poste, par tout moyen donnant date et heure certaine.

Un bon de livraison accompagnera l'échantillon. Le bon de livraison sera signé par le réceptionnaire. Ce bon de livraison comportera notamment :

- La référence à l'affaire,
- La date et l'heure de livraison,
- L'identification et le nombre d'échantillons livrés,
- Les numéros de lot, le cas échéant,
- Le nom du candidat

Le nombre d'échantillons à livrer est fixé à l'annexe 1 au présent règlement de consultation

L'absence de remise des échantillons entrainera l'irrégularité de l'offre.

5 - 2 - Déroulement des essais ou démonstrations

Les essais débuteront après l'ouverture des plis et la recevabilité des candidats.

Le candidat sera présent pour les essais : ☐ Oui ☒ Non

5 - 3 - Fin des essais ou démonstrations

-L'échantillon donnera lieu au versement d'une prime. ☐ Oui ☒ Non

-L'échantillon du candidat retenu sera restitué

☐ Oui ☒ Non

-L'échantillon du candidat rejeté sera restitué

☒ Non

5 - 4 - Visite des locaux

Sans objet

ARTICLE 6 - MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES

6 - 1 - Dispositions relatives aux sous-traitants

Sans objet

6 - 2 - Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

A l'attribution du marché public,

La personne publique n'imposera aucune forme de groupement.

Il est rappelé qu'une même personne ne peut pas représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

6 - 3 - Présentation des plis

Les candidats devront obligatoirement remettre leurs plis de candidatures et d'offres sous forme dématérialisée, sous peine de voir leur offre qualifiée d'irrégulière (articles L.2132-2 et R 2132-7 du code de la commande publique)



Une transmission sur support physique électronique (type clé USB, CD-Rom ...) n'est pas considérée comme dématérialisée.



Une signature manuscrite scannée et apposée sur un document n'est pas considérée comme une signature originale. Elle n'a pas de valeur juridique.



Il est souhaitable que les candidats respectent les noms de fichiers et l'indexation suivante : <nom du fichier>_ <nom du fournisseur> conformément au tableau joint en annexe au règlement de la consultation « modalités d'obtention du dossier de consultation et de remise de l'enveloppe candidature et offre par voie dématérialisée »

6 - 4 - Contenu des plis

Chaque candidat transmettra sa candidature et son offre dans un ou plusieurs fichiers en un seul envoi (pour les envois dématérialisés)

Le pli du candidat contient **IMPERATIVEMENT** les documents suivants **obligatoirement présentés en français ou accompagnés d'une traduction en français**

CANDIDATURES	OFFRES (de base et variantes le cas échéant)
<p>- DUME</p> <p>Ou</p> <p>- Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants : formulaire joint ou formulaire de type DC1 en vigueur ou équivalent</p> <p>et</p> <p>- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire joint ou formulaire de type DC2 en vigueur ou équivalent)</p> <p>NOTA : En cas de candidature groupée, le formulaire "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement" joint (ou formulaire DC2 en vigueur) devra être rempli par chaque membre du groupement.</p> <p>Capacités professionnelles et techniques : Une liste des principales livraisons et prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.</p> <p>Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.</p> <p>Capacité économique et financière Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles</p> <p>Pouvoir de signature de la personne habilitée</p>	<p>- L'acte d'engagement complété. La signature de préférence électronique de l'acte d'engagement est obligatoire uniquement pour l'attribution du marché.</p> <p>ET</p> <p>L'annexe financière de l'acte d'engagement complétée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Bordereau de prix », - L'annexe 2 au C.C.P. dûment renseignée « cadre de réponse » <ul style="list-style-type: none"> - Les échantillons (lot 6) <p>- L'offre technique du candidat comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une documentation complète relative au produit (dont les fiches techniques en français) comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - la référence du produit sur le catalogue du fournisseur, - les indications et mode d'utilisation - les caractéristiques de conditionnement, - l'origine du produit (pays de fabrication). - les valeurs nutritionnelles - l'absence dans le produit des ingrédients suivants : organismes génétiquement modifiés, allergènes, additifs ou arômes, glutamate, huile de palme, perturbateurs endocriniens, nano particules - Pour les lots 1 – 2 – 3 – 4 – le candidat devra fournir les études cliniques - Pour les lots 5 – 6 – 7 – 8 : le candidat devra fournir les ANALYSES TOXICOLOGIQUES : il est demandé entre autres les valeurs relevées (valeur ou résultats) en format chiffré pour les substances suivantes : arsenic inorganique, plomb, nickel, PCDD/F, PCB, mycotoxines T-2 & HT-2, acrylamide, déoxynivalénol et ses dérivés et furane, l'aluminium, le cobalt, le strontium, le méthylmercure, le sélénium, le cadmium, la génistéine - Pour le lot 7 : le certificat de non migration pour les tétines des biberons pour nourrissons et enfants en bas âge en élastomère ou en caoutchouc - Pour l'ensemble des lots : Une déclaration de conformité attestant que les emballages et contenants respectent la réglementation en vigueur (article 16 du CCP). - La note méthodologique détaillant : <ul style="list-style-type: none"> o L'organisation logistique de la prestation (modalités de prise de commande, délais de

	<p>livraisons, organisation de la livraison) (lots 6 et 8) qui sera à décrire à l'annexe 2 au CPP</p> <ul style="list-style-type: none"> o les conditions de recyclage des nouettes, les délais de livraison, les conditions de reprise des produits périmés et non consommés (lot 7), qui seront à décrire à l'annexe 2 au CCP
--	--

POUR LA CANDIDATURE :

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière, par tout autre moyen.

POUR L'OFFRE :

En cas d'absence ou d'incomplétude d'une ou plusieurs pièces, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.

En application des dispositions de l'article R2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

L'absence de renseignement du pourcentage de remise dans le bordereau de prix sera considérée comme équivalent à une remise égale à 0.

Le pouvoir adjudicateur n'impose pas la signature de l'acte d'engagement au dépôt de l'offre ; seuls les candidats classés, selon les lots, en 1ère, 2^{ème} voire 3ème et 4ème position seront tenus de le signer électroniquement, à défaut manuscritement.

Toutefois, afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, les candidats sont vivement invités à fournir un acte d'engagement, signé électroniquement dès la remise de l'offre.



l'issue de la procédure de passation, les candidats auxquels il est envisagé d'attribuer le marché, qui n'auraient pas déposé un acte d'engagement signé électroniquement, seront invités dans le courrier les informant du classement selon les lots en 1ère, 2^{ème} voire 3ème ou 4ème positions, à régulariser leur offre en signant de préférence électroniquement leur acte d'engagement, ou à défaut de signature électronique, en renvoyant par voie postale ou en déposant l'original de leur acte d'engagement signé manuscritement, sous 10 jours maximum. A défaut, les marchés ne pourront pas leur être attribués et ces derniers seront attribués au candidat dont l'offre a été classée en position suivante. Il est rappelé au candidat que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

6 - 5 - Envoi et réception des plis



Pour les consultations alloties, et pour les candidats qui soumissionnent à plusieurs lots, le pouvoir adjudicateur impose un dépôt comportant l'ensemble des lots auxquels le candidat soumissionne.

Pour ce faire, les candidats doivent, préalablement à tout dépôt, sélectionner l'ensemble des lots pour lesquels ils souhaitent déposer une offre.

Ils procèdent ensuite au dépôt des pièces constituant leur offre sur chaque lot auquel ils soumissionnent.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas d'envois successifs, seul le dernier pli reçu sera ouvert, **étant rappelé que ce dernier doit comporter l'ensemble des lots auxquels le candidat soumissionne**.

Les autres plis, précédemment déposés par l'opérateur économique, seront rejetés sans avoir été ouverts.

En conséquence, en cas d'omission d'une pièce constituant le dossier de candidature et/ou d'offre, le candidat devra, pendant la période de remise des offres, renvoyer l'intégralité de son dossier de candidature et d'offre, et ce, pour l'ensemble des lots auxquels il soumissionne.

**LE DEPOT DES OFFRES SE FERA EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME
DES ACHATS DE L'ETAT A L'ADRESSE FIGURANT EN PAGE DE GARDE DU PRESENT DOCUMENT
DANS LE « COFFRE FORT » DE LA CONSULTATION (Bouton  Dépôt)
*Toute offre résultant d'un dépôt de pli en dehors du « coffre-fort » sera déclarée irrégulière.***

Les dépôts de plis effectués par erreur en dehors du profil acheteur ou dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.

Seuls pourront être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page de garde du présent document.

Se reporter à l'annexe concernant la dématérialisation des procédures.

REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde de sa réponse par voie dématérialisée (Cf. annexe relative à la dématérialisation des procédures).

Cette copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par la poste par tout moyen donnant date et heure certaine (RAR, Transporteur...) et parvenir à destination impérativement avant la date et heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. L'expéditeur devra tenir compte des aléas de la distribution du courrier, et de la fermeture des services administratifs hospitaliers les samedis, dimanches et jours fériés pour s'assurer de la remise de la copie de sauvegarde dans les délais impartis.

Adresse postale de réception de la copie de sauvegarde :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur Restauration
1 place Jean Baume
Centre Bellevue
34295 Montpellier Cedex 5

ARTICLE 7 - VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

L'acheteur vérifiera que les candidats ne relèvent pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché, satisfont aux conditions de participation à la procédure, peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

Si, en application des dispositions de l'article R 2143-4 du code de la commande publique, le candidat a présenté sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen, il devra, s'il est désigné attributaire, fournir toutes les informations et justificatifs demandés à l'article 6.4 du présent document, permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

De plus, les candidats sont informés qu'à tout moment, afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut demander à un soumissionnaire de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis, si ceux-ci n'ont pas été fournis lors du dépôt.

En cas de cotraitance, les candidatures seront vérifiées à partir de l'ensemble des capacités et qualités des membres du groupement.

ARTICLE 8 - EXAMEN, ANALYSE ET CLASSEMENT DES OFFRES

L'analyse des offres sera effectuée à partir des critères suivants pondérés :

Pour L'ENSEMBLE DES LOTS	
CRITERES	PONDERATION
1 – PRIX	50 % Prix le plus bas / prix proposé par le candidat x coefficient du critère Le prix analysé sera la somme des prix unitaires TTC indiqués au bordereau de prix multipliés par les quantités estimatives annuelles
2 – PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE La performance environnementale sera appréciée à partir des éléments complétés dans le cadre de réponse – annexe 2 au CCP – point II	10 %
3 – VALEUR TECHNIQUE selon les sous critères suivants :	40 %
VALEUR TECHNIQUE LOT 1	
- Sous critère 1 : appréciée à partir de l'offre technique du candidat composée des études cliniques prouvant l'efficacité nutritionnelle et thérapeutique des produits proposés	50 %
- Sous critère 2 : teneur en TMC (rappel > 15 %) appréciée à partir de la fiche technique des produits proposés	50 %
VALEUR TECHNIQUE LOT 2	
- Sous critère 1 : appréciée à partir de l'offre technique du candidat composée des études cliniques prouvant l'efficacité nutritionnelle et thérapeutique des produits proposés	50 %
- Sous critère 2 : taux de protéines sup ou égal à 1,6 g pour 100 ml apprécié à partir de la fiche technique des produits proposés	50 %
VALEUR TECHNIQUE LOT 3	
- Sous critère 1 – Présentation du conditionnement (boîtes, brique, bouteille) : ouverture, prise en main	50 %
- Sous critère 2 – appréciation des études cliniques prouvant l'efficacité nutritionnelle et thérapeutique des produits proposés	50 %
VALEUR TECHNIQUE LOT 4	
- Sous critère 1 – Présentation et praticité : conditionnement (boîtes, brique, bouteille) : ouverture, prise en main	50 %
- Sous critère 2 – appréciation des études cliniques prouvant l'efficacité nutritionnelle et thérapeutique des produits proposés	50 %

VALEUR TECHNIQUE LOT 10	
- Sous critère 1 : Apports nutritionnels : supérieur à 80 kcal – appréciés à partir de la fiche technique	50 %
- Sous critère 2 : Taux de protéines sup. à 2.6 g/100 ml apprécié à partir de la fiche technique	50 %
VALEUR TECHNIQUE LOT 11	
- Sous critère 1 : Apports nutritionnels : entre 70 et 80 kcals appréciées à partir de la fiche technique	50 %
- Sous critère 2 : taux de protéines : entre 2 et 2,6 g/100 ml	50 %
VALEUR TECHNIQUE LOT 12	
- Sous critère 1 : Apports nutritionnels : inférieur ou égale à 74 kcals appréciées à partir de la fiche technique	50 %
- Sous critère 2 - taux de protéines : inférieur ou = à 2.1 g/100 ml apprécié à partir de la fiche technique	50 %
VALEUR TECHNIQUE LOT 13	
- Sous critère 1 : conditionnement apprécié à partir de la fiche technique	50 %
- Sous critère 2 : avec fibres, valeur appréciée à partir de la fiche technique	50 %

Pour les lots 1 – 2 – 3 – 4 – 5 – 6 – 7 – 8 – 10 – 11 – 12 -13

Les sous critères seront notés comme suit :

Très satisfaisant : 5

Satisfaisant : 4

Acceptable : 3

Insuffisant : 2

Très insuffisant : 1

Formule de calcul du sous critère :

Note technique du candidat / note max pouvant être obtenue (5) x coefficient du critère

Formule de calcul du critère :

La note du critère sera obtenue en additionnant les notes des sous-critères affectée du coefficient de pondération du critère :

Coefficient du critère x somme des notes pondérées des sous critères/note maximale pouvant être obtenue (100)

8 - 1 - La note finale Nf (sur 100) est la somme des notes pondérées.

Une note finale correspondant à la somme des notes obtenues par critère sera établie.

Le candidat qui aura obtenu la meilleure note sera classé en premier.

Les candidats seront classés par ordre décroissant de la note finale.

Pour les lots 1 – 2 – 3 – 4 – 5 – 9 – 10 – 11 – 12 – 13

Ces lots sont mono attributaire : un seul candidat sera retenu.

Pour les lots 6 - 7 et 8 : ces lots sont en multi-attribution
(se reporter à l'article 1.2.2 du CCP)

Pour le lot 6 :

Les 2 candidats qui auront obtenu la note la plus élevée seront classés respectivement 1^{er} et 2nd.
Le titulaire classé en première position commencera le tour de lait dès la notification pour une période de 6 mois.

Les bons de commande seront attribués au titulaire du rang suivant uniquement à l'issue du tour de lait de 6 mois du titulaire précédent.

Cependant, si le titulaire devant réaliser son tour de lait est considéré comme défaillant, l'acheteur ou son représentant s'adressera au titulaire classé en position suivante dans l'organisation du tour de lait, de manière épisodique.

Pour le lot 7 :

Les 4 candidats qui auront obtenu la note la plus élevée seront classés respectivement 1^{er} – 2^{eme} – 3eme et 4eme position.

Le titulaire classé en première position sera sollicité dès la notification pour une période de 3 mois.

Les bons de commande seront attribués au titulaire du rang suivant uniquement à l'issue du tour de lait de 3 mois du titulaire précédent.

Cependant, si le titulaire qui doit réaliser son tour de lait est considéré comme défaillant, l'acheteur ou son représentant s'adressera au titulaire classé en position suivante dans l'organisation du tour de lait, de manière épisodique.

Pour le lot 8 :

Les 3 candidats qui auront obtenu la note la plus élevée seront classés respectivement 1^{er} – 2^{eme} – 3eme position.

Le titulaire classé en première position commencera le tour de lait dès la notification pour une période de 4 mois.

Les bons de commande seront attribués au titulaire du rang suivant uniquement à l'issue du tour de lait de 4 mois du titulaire précédent.

Cependant, si le titulaire qui doit réaliser son tour de lait est considéré comme défaillant, l'acheteur ou son représentant s'adressera au titulaire classé en position suivante dans l'organisation du tour de lait, de manière épisodique.

ARTICLE 9 - VARIANTES

9 - 1 - Variantes à l'initiative des soumissionnaires (variantes libres)

Les variantes à l'initiative des candidats sont-elles autorisées : ☐ Oui ☒ Non

9 - 2 - Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (solutions alternatives) et Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) obligatoires ou facultatives

Variantes proposées par l'acheteur : ☐ Oui ☒ Non

Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur : ☐ Oui ☒ Non

ARTICLE 10 - NEGOCIATION

Sans objet

ARTICLE 11 - ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC

Conformément aux articles L2141-2 et 3, R2143-7 à 10 et R 2144-4 du code la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public devra transmettre les éléments et attestations qui justifient qu'il ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

En application de l'arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, Les candidats authentifiés pourront déposer et rendre accessibles leurs certificats, à jour, dans leur coffre-fort électronique.

Celui-ci se trouve sur la page d'accueil de la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Il n'est pas nécessaire de déposer également ces certificats dans l'offre : ils seront accessibles, à la condition que le moyen d'accès au coffre-fort ait été précisé dans l'offre.

Les certificats concernés sont les suivants :

- L'impôt sur le revenu, les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivré par la mutuelle sociale agricole ;

Conformément à l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire devra être transmise à la notification du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

En outre, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas, il indique, dans sa candidature ou son offre, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

En cas d'absence de certificats valides, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

ARTICLE 12 - NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC

La notification consiste en l'envoi d'une copie de l'accord cadre au titulaire via la plateforme électronique

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

ARTICLE 13 - RECOURS CONTENTIEUX

13 - 1 - Instances chargées des procédures de recours contentieux

Tribunal administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 02

Tel : 04 67 54 81 00

Fax : 04 67 54 74 10

Toute demande d'informations sur les voies et délais de recours doit être formée auprès de la présente juridiction.

13 - 2 - Introduction des recours contentieux

- **Un référé précontractuel** peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).
- **Un référé contractuel** peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- **Un référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite.